



NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

95 N° 4 1973

Tendances de la recherche dans les sciences sociales

Clément MERTENS (s.j.)

p. 405 - 411

<https://www.nrt.be/it/articoli/tendances-de-la-recherche-dans-les-sciences-sociales-1233>

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2024

Tendances de la recherche dans les sciences sociales

Le volume que nous présentons¹ a été précédé d'un autre sur les tendances de la recherche dans les sciences exactes et naturelles et doit être suivi d'un recueil analogue sur les sciences humaines. Pour distinguer de celles-ci les sciences « sociales », on a retenu comme critère le caractère nomothétique, c'est-à-dire l'ambition de dégager, dans ces disciplines, des lois analogues à celles des sciences de la nature. Sont considérées ici la sociologie, la science politique, la psychologie, la science économique, la démographie, la linguistique. Au volume sur les sciences « humaines » ont été réservées les sciences historiques et juridiques, l'archéologie et la préhistoire, l'étude des expressions artistiques et littéraires, la philosophie, où dominent « la référence à l'ordre des valeurs, des normes et des fins, l'exigence de la réflexion et le souci de la libre détermination de l'homme par lui-même sur le plan des communautés et sur celui des individus » (J. Piaget, p. XV). C'est une position dont on nous avertit et à laquelle on se tient fidèlement. Elle est compréhensible dans une œuvre où prévaut l'intérêt pour les méthodes, mais elle ne va pas sans quelques difficultés. Pour qui incline à classer les sciences selon leur objet, il paraîtra étrange que la science du droit ne soit pas appelée sociale alors que la psychologie l'est. Et l'expression « sciences humaines » est vaste : les sciences sociales devraient y être comprises, puisqu'elles portent sur des faits essentiellement humains.

Dans la *préface*, le Directeur général de l'UNESCO décrit la genèse du livre et en précise la portée. Les différents auteurs sont des professeurs d'Université ou des membres d'institutions de recherche au niveau le plus élevé. Ils entendent montrer la science telle qu'elle se fait à l'heure actuelle et les voies où elle pourra s'engager demain. La pluralité de leurs approches ne compromet pas la cohérence de l'ensemble. L'attention portée à la méthodologie ne supprime pas le souci de déboucher sur un service des hommes. Ainsi il est fait droit à la double responsabilité de l'UNESCO : avancement du savoir et amélioration des conditions d'existence des peuples. La préface est suivie d'un « *avertissement* », sommaire utile à lire avant l'étude des chapitres et à relire après, pour retenir les lignes de force de l'ensemble.

L'*introduction* de J. Piaget (65 p.) s'efforce de situer les sciences de l'homme dans le système des sciences, précisant surtout leurs particularités épistémologiques. Reconnaissant qu'on a « de plus en plus tendance à ne conserver aucune distinction entre les sciences dites sociales et celles qui sont dites humaines » (p. 2), il propose de répartir l'ensemble en quatre groupes : nomothétiques, historiques, juridiques et philosophiques : ceci lève la difficulté observée plus haut. Cinq facteurs ont contribué au développement des sciences nomothétiques (distinguées des disciplines normatives, tel le droit) : la méthode comparatiste ; la méthode historique ou, mieux, génétique ; le modèle des sciences de la nature ; la délimitation des problèmes et la mise en lumière de leurs exigences spécifiques ; les techniques de vérification. L'A. relève la difficulté épistémologique des sciences où l'homme est à la fois objet et sujet et montre comment y remédier, n'oubliant d'ailleurs pas que, même dans

1. *Tendances principales de la recherche dans les sciences sociales et humaines*. Partie I : *Sciences sociales*. Paris, Unesco - La Haye, Mouton, 1970, 25 × 16, LH-987 p., 120 FF.

les sciences de la nature, se pose un problème, moindre mais analogue, d'interférence. Il examine l'influence exercée sur les sciences de l'homme par certaines philosophies : empirisme, dialectique, phénoménologie. « Les tendances actuelles, écrit-il encore, tout en insistant sur la spécificité des problèmes à tous les niveaux de la réalité, sont loin d'être favorables à une simple dichotomie entre les sciences de l'homme et celles de la nature » (p. 44). D'après lui on ne peut les situer selon une classification linéaire (p. 51), mais plutôt dans un rapport circulaire. L'expression ne nous semble pas heureuse pour désigner les multiples relations réciproques qu'il signale ; nous parlerions plutôt d'un réseau dynamique, plus complexe qu'une spirale, et dans lequel, suivant le point où l'on se place, il est possible d'attribuer une primauté à telle ou telle science. J.P. estime que « tout en demeurant les plus complexes et les plus difficiles, les sciences de l'homme occupent une position privilégiée dans le cercle des sciences..., le sujet humain étant... tout à la fois un aboutissement, dans la perspective de l'objet physique et biologique, et un point de départ créateur dans les perspectives de l'action et de la pensée » (p. 51). Opinion à laquelle nous souscrivons volontiers.

Parmi les autres questions qu'aborde cette Introduction, retenons celle de l'explication (par la causalité) et de la compréhension (par la saisie de la conscience). J.P. pense que la tendance actuelle est de chercher à comprendre et à expliquer. Il en voit la raison dans l'isomorphisme entre les systèmes d'implication et de causalité. Heureux de voir la place ainsi faite à la conscience, nous craindrions, pour notre part, que la raison proposée ne s'arrête à un parallélisme où l'unité de la personne ne trouverait pas son compte.

Nous avons prêté une attention particulière à cette Introduction parce qu'elle touche, nous semble-t-il, une question fondamentale et répond de manière satisfaisante à son propos ; aussi parce que nous ne pouvons résumer le reste du volume. Nous nous limiterons à en décrire les grandes articulations et à formuler quelques remarques sur la première partie, la plus directement intéressante pour les lecteurs de la revue.

Les six premiers chapitres de la 1^{re} partie s'attachent successivement à chacune des sciences sociales énumérées. La 2^e partie porte sur les dimensions interdisciplinaires de la recherche, la 3^e sur la politique scientifique et le développement de la recherche ; de caractère surtout « organisationnel », les cinq chapitres qu'elles groupent concernent au premier chef les responsables d'institutions scientifiques. Nous bornant à les signaler, malgré l'intérêt des enseignements méthodologiques qu'ils contiennent, nous citerons cependant la contribution de P. de Bie sur la « recherche orientée » : elle met bien en lumière les rapports entre la science et les buts que poursuit la société.

1. Parmi les sciences sociales, la *sociologie* est traitée par P. Lazarsfeld (New-York). L'A. en évoque les avatars. Née en Europe, elle eut de la peine à se dégager de la philosophie, malgré des travaux très positifs, tels ceux de Quételet, de Le Play, de Booth, de M. Weber. Après 1930, aux Etats-Unis, se multiplièrent les enquêtes sur des groupes restreints et furent mis au point les concepts et les indices appropriés. Vers 1950 commence à se faire sentir le besoin de les situer dans des ensembles plus vastes ; la traduction des grands maîtres européens de l'époque précédente joue dans le même sens. Enfin le désir de dégager un système de lois encore plus large et de passer de la constatation à l'explication oriente vers des théories relativement anciennes, tels le marxisme et le fonctionnalisme, ou bien vers celles qui devaient s'épanouir dans les années 60 : la dialectique critique de Marcuse et d'Adorno, ou la dialectique opératoire de G. Gurvitch (le structuralisme est tout juste

mentionné), non sans résistance des tenants les plus fervents de la recherche empirique. Il semble qu'on trouve dans ce déroulement une nécessité de l'esprit humain, pour lequel la référence au particulier et le rapport au général sont également indispensables ; on peut souscrire à la phrase d'un sociologue hollandais, A. Schütz, cité p. 150 : « Dans l'état actuel des sciences sociales, il semble qu'il soit toujours utile de montrer que l'analyse d'un problème concret en sociologie aboutit nécessairement, pour peu qu'on la pousse suffisamment loin, à certaines questions philosophiques fondamentales que les spécialistes des sciences sociales ne peuvent pas éluder en utilisant des termes vagues tels qu'« environnement », « ajustement », « adaptation », « modèle culturel » et d'autres encore ». P. Lazarsfeld signale encore les variations nationales des activités sociologiques. Dans ce qui nous paraît être plutôt un appendice, il consacre vingt pages à la psychologie sociale.

2. Dans le ch. II, consacré à la *science politique*, W. J. M. Mackenzie (Manchester) nous paraît éprouver quelque peine à situer l'objet de sa recherche. D'une part il semble partager une tendance, aujourd'hui fréquente, à concevoir la politique « sans Etat », y voyant « l'aménagement général d'une société », comme dit Oakenshott ; d'autre part, il est ramené sans cesse à la réalité de l'Etat, sans arriver à préciser les relations de celui-ci avec les autres formes contemporaines de la vie en société ou à dégager ce qu'il a de commun et de différent avec d'autres réalisations historiques, telles que la tribu, la cité, l'empire, voire l'organisation mondiale qui se cherche. On pense ici aux difficultés rencontrées par ceux qui ont voulu réduire l'économie à une praxéologie, et, *mutatis mutandis*, on peut appliquer à ceux qui voient dans la politique une « essence », ce qui fut noté à propos d'une conception analogue de l'économie : « L. Robbins a soutenu que la production des pommes de terre et la création philosophique font toutes deux partie de la science économique. Il a eu, par la suite, à s'occuper souvent de la première de ces activités, mais il n'a jamais trouvé l'occasion de donner des conseils sur les « méthodes de production » de la philosophie » (voir même volume, p. 362). W. J. M. Mackenzie nous livre une suite de considérations sur la science politique. Elle peut être idéographique (descriptive), normative (en s'attachant à l'étude des normes — et elle peut même en proposer), nomothétique (au sens déjà précisé). L'A. suit l'évolution des méthodes : théorie des stades successifs (chez les Grecs), comparaison, adoption du langage des variables et des modèles. Les recherches actuellement en cours prennent pour horizon l'Etat, les relations internationales, l'administration. Notons que des réalités aujourd'hui importantes du point de vue politique ne sont pas mentionnées par W. J. M. M. : les tendances régionalistes à l'intérieur des Etats et les groupes de pression non intégrés dans les institutions politiques, p.ex. Il en résulte une analyse plutôt pauvre de la réalité centrale qu'est le pouvoir. L'A. ne réussit pas à formuler de conclusions : « Pouvons-nous tracer une nette ligne de démarcation entre les sciences sociales d'une part, la métaphysique et la théologie de l'autre ? Quant à moi, je répondrais : 'Oui, pourvu que nous n'allions pas trop loin' » (p. 266). Que veut dire « trop loin » ? Il est dit un peu plus bas qu'« il devrait être possible de déterminer empiriquement s'il convient ou non de distinguer les décisions politiques des autres » (nous soulignons). Qu'est-ce qui fonde cette affirmation et par quelles voies la détermination se fera-t-elle ? L'A. ne le dit pas.

3. La *psychologie* figure parmi les sciences sociales, en sa qualité de discipline « nomothétique » et aussi en raison de ses rapports avec les domaines explorés dans ce volume. La contribution de J. Piaget est d'un réel intérêt. Sa première démarche consiste à discerner les psychologies scientifiques des

psychologies philosophiques : « la différence ne tient ni à l'introspection, ni à la considération du sujet (mais à) la décentration par rapport au moi de l'observateur » (p. 277). Celle-ci est obtenue par l'étude du comportement, par l'observation du développement ontogénique et par la méthode structuraliste (*ibid.*). J. P. se livre ensuite à un examen critique des différentes théories contemporaines. Il y fait droit à la spécificité de l'homme ; aussi à celle de la personne. Les pp. 274-301 traitent des recherches psychologiques récentes et des interactions entre le général et le social ; elles font apparaître l'existence de structures à trois niveaux — organique, général et social — ainsi que l'apport propre de chaque personne dans les processus sociaux. Les réductions parfois préconisées de ces réalités à l'une d'entre elles ne répondent pas à la complexité de la psychologie. Nous laisserons à d'autres le soin de présenter les éléments moins directement sociaux de ce chapitre, qui nous paraît de bonne venue.

4. Le chapitre sur la *science économique* avait été confié au professeur O. Lange (Varsovie). Après sa mort, un groupe de ses disciples reprit son travail. Cela nous vaut une information intéressante sur la science économique en pays socialiste, particulièrement en Pologne. Les auteurs commencent par une revue des principales écoles depuis le début du XX^e siècle. Ils déplorent une spécialisation et une formalisation excessives et souhaitent voir apparaître l'« économie politique généralisée » dont parle Merleau-Ponty et dont Fr. Perroux s'est fait le protagoniste. Elle tient davantage compte de l'influence des institutions sociales, des conditions de vie inacceptables de certains groupes, des jugements de valeur et des choix moraux qui marquent inévitablement toute théorie. « Selon que l'économiste prend une attitude critique ou favorable à l'égard de la réalité ambiante, il choisit différentes méthodes d'analyse et aboutit souvent à des conclusions différentes. En économie politique, il existe toujours des jugements de valeur fondés sur des principes moraux. Cela doit exercer une influence *non seulement sur les systèmes établis, mais aussi sur les catégories économiques fondamentales* » (p. 365 ; nous soulignons). Non sans humour J. M. Keynes avait rédigé une épitaphe de ce qui fut longtemps considéré comme la science économique officielle dans nos pays : « Le fait qu'elle aboutissait à des conclusions tout à fait différentes de celles qu'attendait le public profane ajoutait, semble-t-il, à son prestige intellectuel. Que son enseignement appliqué aux faits fût austère et désagréable lui conférait de la grandeur morale. Qu'elle fût apte à soutenir une structure logique vaste et cohérente lui donnait de l'éclat. Qu'elle présentât beaucoup d'injustices sociales et de cruautés manifestes comme des incidents inévitables dans la marche du progrès, et les efforts destinés à modifier cet état de choses comme de nature à faire, en définitive, plus de mal que de bien, la recommandait à l'autorité. Qu'elle fournît certaines justifications aux libres activités du capitalisme individuel lui valait l'appui de forces sociales dominantes groupées derrière l'autorité » (cité p. 352). Pour les auteurs du chapitre, la science économique, « étudiant les *rapports humains* (nous soulignons) qui s'établissent au cours de la production des biens matériels, garde le caractère d'une science historique puisque ces rapports évoluent dans le temps » (p. 365). La praxéologie — science de l'action efficace — doit souvent y tenir une place ; elle est, à la fois, plus englobante et moins riche de contenu. La science économique doit rester en contact étroit avec les autres sciences de l'homme ; les progrès de celles-ci influent sur son développement, tout comme d'ailleurs les progrès des mathématiques, dont elle reçoit ou sollicite des instruments d'analyse et de synthèse, des formulations qui peuvent considérablement servir la rigueur. Encore faut-il se garder d'illusions : « Comme **G. Morgenstern l'a rappelé, notre connaissance de l'économie d'aujourd'hui**

est moins précise que les renseignements dont les chercheurs disposaient sur les phénomènes physiques au XVII^e siècle, époque où la physique fut mathématisée... La science économique ne possède pas encore le mode de calcul qu'elle et les autres sciences sociales puissent utiliser comme l'est le calcul différentiel en mécanique» (p. 389). Leur objet est d'ailleurs autrement complexe et résistant à la quantification. Les situations nouvelles : émergence de l'économie socialisée, crise des années 30, économie de guerre, avènement du Tiers Monde, etc., ont obligé les économistes à revoir et à enrichir leur outillage conceptuel, à formuler de nouveaux problèmes et à chercher les voies de leur solution. Aussi bien du côté marxiste que du côté capitaliste, il a fallu abandonner certains schèmes de pensée. Les textes cités un peu plus haut seront sans doute lus avec satisfaction par des moralistes ou philosophes de la société, souvent vexés avec raison par une science qui rejette tout jugement de valeur autre que marchande, influencés néanmoins par une assurance et une formalisation poussées fort loin (qu'on pense, notamment, à la théorie du « juste prix » acceptée dans de nombreux traités de morale). Les critiques formulées dans ce chapitre sont justes, mais elles sont accompagnées d'un exposé des méthodes d'analyse ; tout imparfaites que celles-ci puissent être, elles n'en sont pas moins les instruments grâce auxquels nous pouvons, au mieux de notre époque, saisir la réalité. Vouloir formuler des jugements de valeur sans y recourir ou du moins les connaître, serait imprudent voire malhonnête. Par leur approche compréhensive, critique sans excès ni unilatéralisme, O. Lange et ses disciples nous fournissent à leur sujet une information utile.

5. « Les faits démographiques sont en petit nombre, nous dit J. Bourgeois-Pichat (Paris), et ils se laissent définir dès qu'on s'interroge sur la façon dont se déroule l'existence humaine » (p. 427). Mais ces faits sont en relation très étroite avec les aspects les plus divers de la vie humaine dans son déroulement historique ; et la recherche scientifique qui les prend pour objet les modifie et le fera sans doute davantage à mesure qu'elle passera de l'approche biologique à l'approche socio-culturelle et enfin psychologique. Après ces remarques liminaires, l'auteur examine les rapports de la démographie avec la biologie, l'économie, l'écologie, la sociologie. Comme le pionnier que fut A. Sauvy, J. B.-P. fait ressortir les problèmes de choix, de droit et, dirions-nous, de moralité, que pose l'évolution conjointe de ces divers éléments avec leurs interactions et les conditions de collaboration scientifique nécessaires pour les cerner. Retenons quelques-unes des réflexions très stimulantes qui émaillent ces pages. La mise au point de contraceptifs de plus en plus efficaces doit amener à s'interroger de plus en plus non seulement sur le « comment », le « combien » (point de vue biologique) mais sur le « pourquoi » des naissances — nous ajouterions : et des « non-naissances », de l'infécondité voulue. Autrefois événement socio-biologique, la naissance devient un événement psychologique (p. 438). Depuis que ces lignes furent écrites, certains ont préconisé un pouvoir accru des autorités publiques dans la régulation de la fécondité ; c'est la tendance du « beyond family planning » aux Etats-Unis et ailleurs à leur suite. On reviendrait ainsi à une prépondérance du sociologique sur le psychologique. J. B.-P. fait aussi remarquer qu'on doit désormais s'attendre, dans les pays les plus avancés, à des oscillations continues de la fécondité en fonction des conditions sociales du moment, avec ce qu'elles auront comme effet sur la scolarité, la consommation, l'emploi, etc. (p. 457). C'est un des aspects de la « révolution démographique » encore peu mis en lumière : les oscillations fréquentes remplaçant les mouvements plus rares **mais plus profonds que déclenchaient autrefois les épidémies, les guerres ou les famines.**

La morbidité, elle aussi, intéresse le démographe. On lira encore avec intérêt les paragraphes consacrés aux relations entre phénomènes démographiques et distribution des signes monétaires, à l'intérieur d'un pays, entre les nations (notamment entre pays riches et pays pauvres), aux relations entre techniques de communication et répartition locale de la population. Enfin les problèmes des méthodes propres à la démographie et aux autres sciences sociales sont aussi traités de manière perspicace et éclairante. Ici encore bornons-nous à quelques exemples : enquêtes par sondage, études à partir de données fragmentaires, usage des ordinateurs permettant la simulation et les modèles stochastiques... D'excellentes indications sont fournies sur les centres de recherche et sur l'enseignement.

Le chapitre rédigé par J. B.-P. nous paraît spécialement bien venu. Les démographes y trouveront un stimulant à dépasser des vues trop courtes. L'auteur connaît bien la démographie historique et se risque à ouvrir les perspectives qu'autorisent nos connaissances actuelles. Les spécialistes d'autres sciences verront ce que la démographie peut leur apporter et comprendront mieux les requêtes qu'elle leur adresse. L'honnête homme, en particulier l'honnête théologien, pourra, à condition de consentir un effort raisonnable, se faire une idée d'une science qui traite de problèmes parmi les plus fondamentaux et les plus brûlants de l'heure, les situer et les évaluer plus correctement.

6. La *linguistique* a conquis son autonomie voici plus de cinquante ans. R. Jakobson s'attache à déterminer sa place dans les sciences de la communication. Dans *Les théories sociologiques contemporaines*, P. Sorokin a montré naguère comment différentes sciences ont successivement prétendu fournir la clé qui permet de comprendre la vie sociale. C'est aujourd'hui le tour de la linguistique, dont certains auteurs estiment qu'elle est « la plus avancée et la plus précise des sciences de l'homme et le modèle méthodologique pour les autres disciplines » (p. 505); c'est elle qui permettrait de comprendre la psychologie et la psychanalyse; l'économie ne serait que « l'étude des messages-marchandises » (p. 514) et les structures de la parenté, qui seraient l'objet essentiel de l'ethnologie sociale, relèveraient aussi essentiellement de la communication et seraient étroitement liées au langage. Ces rapprochements — voire ces rattachements — se fondent sur des réalités incontestables. Ils négligent parfois des différences tout aussi manifestes. Le concept d'analogie largement employé par la philosophie scolastique nous paraît pouvoir être ici opératoire, plus sans doute que celui d'isomorphisme.

A. Jakobson examine aussi les relations de la linguistique avec les sciences naturelles. Il s'arrête d'abord aux êtres qui communiquent mais ne sont pas doués de parole. Ensuite il insiste sur la similitude qui existe entre le langage et le système d'information qu'est le code génétique de l'ADN. Selon Emerson et bien d'autres auteurs que cite A.J., les biologistes sont obligés de reconnaître l'existence d'une orientation vers les fonctions futures des organismes prémentaux, comme les plantes et les animaux inférieurs (p. 532). Il nous dit toutefois que ceci est 'libéré de toute association fâcheuse avec le dogme aristotélicien' (p. 533). Cette affirmation, et tout ce qui précède, mérite l'attention des philosophes. La question de la téléologie est posée ouvertement. Dans les limites de la présente note nous ne pouvons pas évoquer ici les autres problèmes abordés en ce chapitre. Nous espérons, cependant, avoir montré les perspectives qu'il ouvre et pour les sciences sociales et pour toute réflexion sur l'homme.

Le livre dont nous n'avons pu présenter que quelques aspects est bien plus qu'une suite d'essais ; c'est un ensemble bien structuré. Sans prétendre donner un inventaire exhaustif, il nous documente, de manière coordonnée et facilement accessible, sur l'état actuel des sciences sociales et sur leur orientation. Les réflexions sur les problèmes de fond et de méthode que nous livrent les différents auteurs dépassent la simple information. La variété des approches et des nationalités ne compromet pas l'unité du volume ; elle assure une complémentarité des éclairages. Les notes qui suivent chaque chapitre élargissent l'information ; l'index alphabétique en fin de volume facilite la consultation. En assumant le rôle de maître d'œuvre, l'UNESCO a rendu un service dont peu d'autres organisations auraient pu se charger.